

# Enfin, Trump, ça marche ?



Donald Trump n'est pas à un zéro près. Le président américain s'est une nouvelle fois emballé sur Twitter à propos de " son " bilan économique : " *Le taux de croissance du PIB - produit intérieur brut - (4,2 %) est supérieur au taux de chômage (3,9 %) pour la première fois en plus de cent ans.* "

Outre le fait que ce n'est qu'à partir de 1948 qu'on a commencé à disposer de statistiques trimestrielles à peu près fiables sur l'économie américaine, le locataire de la Maison Blanche aurait dû, une fois de plus, tourner sept fois son pouce avant de tweeter, puisque cet " exploit " a par ailleurs été réalisé à 62 reprises depuis cette date – et sans doute plus depuis 1918. En fait, la dernière fois que l'occurrence s'est produite c'était il y a un peu plus de dix ans, pas cent.

Passons sur l'incongruité de comparer des pommes et des bananes, en l'espèce des stocks (le nombre de chômeurs) et des flux (la production d'un pays), pour nous concentrer sur l'essentiel : la santé réelle de l'économie américaine. Il s'agit d'une question centrale pour le président dans la perspective des élections de mi-mandat prévues en novembre. Il doit convaincre qu'au-delà de ses frasques, des menaces judiciaires qui pèsent sur lui, des dysfonctionnements de son administration, il a su installer une croissance solide. La petite musique selon laquelle " *Trump, finalement, ça marche !* " fait son chemin.

### Déficit commercial au plus haut

Pourtant, une croissance trimestrielle de 4,2 % n'a rien d'inédit. Sous Barack Obama, ce taux a été dépassé deux fois en 2014 (à 5,1 % et 4,9 %) et une fois en 2011 (4,7 %). Par ailleurs, depuis les dix-neuf mois que Trump occupe la Maison Blanche, l'économie américaine a créé 3,58 millions d'emplois ; cela reste 380 000 de moins qu'au cours des dix-neuf derniers mois d'Obama.

Il est vrai qu'à l'époque le magnat de l'immobilier n'accordait pas beaucoup de crédit aux statistiques. Au cours de la campagne présidentielle de 2016, il avait ouvertement contesté les données sur le chômage – qui tournait autour de 5 % de la population active. " *Ne croyez pas ces chiffres pipeau. Le chiffre, c'est sans doute 28 %-29 %* ", affirmait-il. Même si l'ampleur du décalage est sans doute exagérée, l'argument n'est pas aussi dénué de fondement qu'il n'y paraît.

Les 6,2 millions d'Américains qui pointent au chômage ne sont en fait qu'un échantillon de l'Amérique qui ne travaille pas. Ainsi, 96 millions de personnes de plus de 16 ans sont sans emploi. Certains pour de bonnes raisons : la moitié est trop âgée, tandis qu'un quart poursuit ses études. Plus inquiétants sont les 23 millions d'inactifs âgés de 25 à 54 ans qui n'apparaissent pas dans les statistiques du chômage. Ils étaient là sous Obama, ils ne se sont pas volatilisés sous Trump.

C'est d'ailleurs cette réalité qui avait échappé à bien des observateurs lors de l'élection de 2016. Ceux-ci n'avaient pas anticipé la révolte de ces " disparus " du marché du travail, qui ont constitué le gros de l'électorat de Trump. Pourquoi un pays au plein-emploi aurait-il opté pour une rupture politique aussi radicale ?

Il s'agit pour une part de ces " petits Blancs ", oubliés de la croissance, disqualifiés sur le plan

professionnel et, pour certains, sur le plan de la santé. Ils sont les premières victimes de l'épidémie d'overdoses dues aux antidouleur à base d'opium. Des économistes comme Alan Krueger estiment qu'ils seraient responsables d'un quart du déclin de la participation au marché du travail. Pour l'instant, Trump galvanise cet électorat en attisant leurs peurs de l'étranger et leur rejet des élites. N'empêche, ils restent toujours spectateurs de la prospérité actuelle.

Cette situation n'est pas non plus sans conséquence sur ceux qui ont un travail. Si les Etats-Unis étaient réellement au plein-emploi, on devrait assister à une envolée des rémunérations. Or, à ce stade, l'accélération se fait attendre. Le salaire horaire moyen ajusté de l'inflation s'établit à 22,73 dollars (19,54 euros), alors qu'il était de 23,68 dollars en 1973 !

Côté déficit commercial, c'est aussi plus compliqué que prévu. La croissance engendrée par les baisses massives d'impôts stimule les importations, tandis que les exportations sont plombées par les menaces adressées au reste du globe. Résultat : sur les sept premiers mois de l'année, le déficit commercial a atteint son plus haut niveau en dix ans. Comme le rappelle l'économiste Nouriel Roubini, *" la politique budgétaire et commerciale va se traduire par une baisse de l'investissement privé et de l'investissement direct étranger - IDE - et une augmentation du déficit extérieur "*.

En bousculant le libre-échange, Trump est en train de saper l'attractivité des Etats-Unis. Les IDE ont été déjà divisés par trois entre le premier trimestre 2016 et la même période de 2018. Quant aux investissements des entreprises, les baisses d'impôt étaient censées les stimuler. Déjà extrêmement profitables avant la réforme fiscale, elles ne savent plus quoi faire de leur argent et le rendent aux actionnaires en rachetant leurs propres titres. *" Qu'en font-ils ? Ils achètent de l'immobilier ou d'autres produits financiers. Ils ne le dépensent pas, ne font pas d'investissement. C'est donc très inefficace pour l'économie "*, estime l'économiste de Natixis Patrick Artus, dans *Les Echos*.

*" Les modestes mesures en faveur de la croissance sont déjà derrière nous, mais beaucoup de leurs effets potentiellement dévastateurs restent à venir "*, anticipe M. Roubini. A commencer par un déficit budgétaire abyssal, qui dépassera les 1 000 milliards de dollars d'ici à 2020, soit 5 % du PIB. Tôt ou tard, il faudra boucher les trous au prix de sacrifices pour les Américains et de déséquilibres en chaîne pour le reste du monde.

En attendant, Trump peut méditer ce qui s'est passé en 2014, meilleure année des deux mandats d'Obama sur le plan économique : 2,5 millions d'emplois créés. Cela ne l'avait pas empêché de perdre les élections de mi-mandat.

**par Stéphane Lauer**